

SERVICE APRÈS VOTE

ACTUALITÉS POLITIQUES ET CITOYENNES À PARIS

N°22 • MARS 2018 • DANIELLESIMONNET.FR

Victoire sur les colos !



Illustration : Antoine Glorieux

La mairie de Paris avait brutalement décidé de supprimer les colonies de vacances Arc-en-Ciel. Parce qu'elle voulait réduire ses dépenses et refusait de titulariser les 5 vacataires qui géraient le dispositif, elle s'appêtait à priver 5.000 enfants de ces colos, pourtant très appréciées. La mobilisation des parents, dont la pétition a recueilli plus de 16 000 signatures, a payé : Hidalgo a fait volte face et a annoncé la réinstallation du dispositif. Mais les 5 vacataires seront-ils titularisés ou réembauchés une fois de plus sur des contrats précaires ? La vigilance doit se poursuivre.

Cette aberration est le résultat d'une politique libérale du gouvernement Macron, appliquée avec zèle par Hidalgo, qui veut faire des «économies» sur les services publics, sur notre santé, nos

loisirs, nos droits.

Dans le même temps, ils offrent des milliards d'argent public à quelques ultra-riches, comme les 9 milliards de Macron offerts via la suppression de l'impôt sur la fortune, ou les 86 millions d'euros dépensés par Hidalgo pour la Fondation d'Art contemporain du milliardaire Pinault. Les «Républicains» et «En Marche» essaient de surfer sur tous ces sujets, mais leur politique est encore plus libérale.

Cette politique est impopulaire. Hidalgo opère des reculs, et tente de les maquiller en mesures nouvelles : c'est le cas du retour partiel de la gratuité des transports pour les seniors et handicapés, gratuité qui a été supprimée en 2012 et dont les tarifs ont explosé sur décision d'Hidalgo en 2015. Mais la leçon à retenir, c'est que la mobilisation, ça paye ! ■

**REJOIGNEZ
LA FRANCE INSOUMISE**

Participez au mouvement citoyen de la France insoumise, avec Jean-Luc Mélenchon !

Pour rejoindre le mouvement et participer aux actions, rendez-vous sur le site

LAFRANCEINSOUMISE.FR

Rejoignez un groupe d'action près de chez vous !

LIBERTÉ D'EXPRESSION

Les élus parisiens ont adopté à l'unanimité le vœu de Danielle Simonnet pour soutenir les représentations de la pièce de Charb «Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes». Défendons la laïcité et la liberté d'expression. ●

TURQUIE

Le massacre des Kurdes par le gouvernement turc d'Erdogan à Afrin doit cesser ! Soutenons les Kurdes, meilleurs combattants contre Daech. ●

JEUNES MINEURS À LA RUE

Paris a, dans la période de grand froid, organisé un tri indigne entre mineurs et majeurs isolés étrangers, laissant des mineurs à la rue sous la neige ! ●

RAS-LA-PUB

La bâche publicitaire installée par la ville sur le théâtre du Châtelet, qui nuit aux commerçants du lieu, a été déclarée illégale par le tribunal ! Il faut la retirer. ●

Paris doit refuser le faux cadeau de Jeff Koons

Paris doit refuser le faux don par Jeff Koons de son oeuvre *Bouquet of Tulips*, en hommage aux victimes des attentats. Ce «don» n'est pas gratuit : il coûte 3,5 millions d'euros, financés par le mécénat, remboursés à 66% par l'argent public : c'est donc les contribuables qui le financeraient ! La Ville de Paris n'a pas à se voir imposer d'offrir une «bonne réputation» à une star symbole de la spéculation du marché de l'art. ■

CONDITIONS DE TRAVAIL TOXIQUES

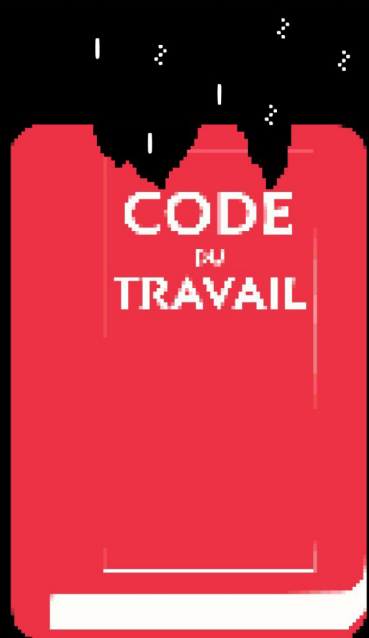
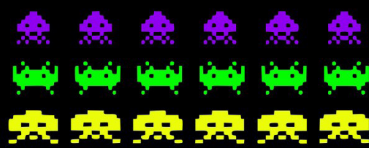


Illustration : Antoine Giorieux

ENTREPRISES CONNECTÉES, DÉCONNECTÉES DU DROIT DU TRAVAIL ?

Le jeu vidéo est considéré comme un secteur à la pointe de l'innovation. Mais cela masque parfois une culture d'entreprise toxique. Ainsi, dans deux entreprises parisiennes, Quantic Dream et Eugen system, des scandales ont éclaté récemment pour dénoncer des conditions de travail déplorables et illégales, des faits de harcèlement... Les aides publiques aux "entreprises innovantes" devraient être conditionnées au respect du droit du travail. Et, plutôt que d'encourager sans cesse le développement des start up du numérique, la ville devrait soutenir prioritairement les dynamiques coopératives (coopératives de livreurs à vélo, de covoiturage de courte distance...), pour garantir aux personnes qui y travaillent de bonnes conditions de travail ! ■



Danielle SIMONNET
Conseillère de Paris

Élue au Conseil de Paris et oratrice nationale de la France insoumise, **Danielle Simonnet** vous informe chaque mois sur l'actualité politique et citoyenne à Paris.

Retrouvez toutes ses interventions sur

DANIELLESIMONNET.FR

contact@daniellesimonnet.fr

@Simonnet2

Danielle Simonnet

Contactez votre élue militante de terrain. La voix de l'opposition citoyenne qu'elle incarne ne peut avoir de portée que si elle s'appuie sur des citoyens vigilants et mobilisés.

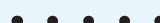
Stationnement, propreté : Les fiascos de la privatisation

Chaque tonne de déchets ramassés par les entreprises privées coûte 15€ de plus que via la régie directe, alors pourquoi ne pas remunicipaliser la collecte des déchets à Paris ? Et recruter de nouveaux éboueurs et agents pour le service de dératification afin de garantir la propreté et la santé environnementale sur la capitale, n'est-ce pas plus utile que de dépenser 224.580 € pour un rapport via un

institut de sondage ? Autre fiasco, celui de la privatisation du contrôle du stationnement : manque de formation des personnels, personnes verbalisées qui n'auraient pas dû l'être (policiers en service, personnes handicapées garées sur un emplacement dédié et munies d'une carte, médecins en visite...). Tout cela ne serait pas arrivé si l'on avait mis en place une gestion directe par la Ville, avec des moyens adaptés aux

besoins et sans privatisation ! Mais saviez-vous qu'en plus, l'une des deux entreprises du marché, Streeteo n'est autre qu'une filiale de l'entreprise Vinci qui gère près de la moitié des parkings municipaux parisiens, pour lesquels ils enregistrent déjà 40 millions d'euros de bénéfices par an ? Ils encaissent donc les bénéfices du contrôle du stationnement en surface et en sous sol de la capitale ! ■

HÔPITAUX, EHPAD : DES SERVICES PUBLICS DANS UN ÉTAT CRITIQUE



Des soignants en souffrance, parfois jusqu'au suicide dans les hôpitaux, à cause du manque de moyens et d'effectifs ; des résidents d'EHPAD qui subissent des repas bâclés, des toilettes négligées, une maltraitance institutionnelle potentielle, toujours du fait du manque de personnels : il faut d'urgence augmenter les moyens pour ces services publics ! ■



Illustration : Antoine Giorieux